

LUTTE CONTRE LA CRISE ALIMENTAIRE AU NIGER



Juillet 2005

Le contexte de la crise alimentaire

- **Un des pays du sahel régulièrement confronté aux déficits alimentaires**

Du fait de sa position géographique, le Niger se situe au cœur de la bande sahélienne, caractérisée par les risques climatiques traduits presque chaque année par la sécheresse. Seulement un tiers du territoire jouit d'une pluviométrie (environ 400 mm/an) à peine suffisante pour satisfaire aux besoins hydriques des cultures tels que le mil, céréale qui constitue la principale source de nourriture dans le pays et particulièrement en milieu rural. Par ailleurs, la pauvreté et l'érosion des terres arables constituent un sérieux handicap pour la production agricole. Depuis les grandes sécheresses des années 72/73 et des années 84/85, le Niger, comme certains pays du Sahel tels que le Mali, le Burkina Faso et la Mauritanie, est d'année en année en proie à l'insécurité alimentaire chronique, suite aux déficits de la production vivrière. La situation du Niger est exacerbée par le poids de la pauvreté qui sévit dans le pays depuis que ses ressources financières d'origine extra agricole se sont considérablement amenuisées avec la chute du cours de l'uranium (années 90).

L'insécurité alimentaire et la malnutrition ne sont donc pas un fait nouveau au Niger. Toutefois, son ampleur et sa sévérité varient d'une année à l'autre.

Pour y faire face de façon résolue, il faut bien sûr développer des approches curatives sous forme d'aide d'urgence mais surtout mettre en place des mesures visant à inverser la tendance en mettant un accent particulier sur le renforcement des capacités en techniques de production et de gestion post-récoltes.

- **2005 : une année particulièrement difficile**

La crise alimentaire actuelle du Niger est une conséquence de la campagne agricole 2004, caractérisée par un début tardif, un arrêt des pluies précoce et une infestation acridienne massive qui a entraîné un déficit céréalier extrêmement important. La campagne agricole 2004 s'est achevée sur un déficit vivrier de 223.000 tonnes, laissant déjà entrevoir des signes avant coureurs de difficultés sur le plan alimentaire et faisant craindre le pire aux Nigériens les plus avertis.

Pour y pallier, la *Cellule Crise Alimentaire* a élaboré, en novembre 2004, un plan d'urgence avec pour objectif de résorber le déficit céréalier constaté. *L'Office National des Produits Vivriers du Niger (OPVN)*, a été chargé de procéder à la vente de céréales à prix modérés et de mettre en place des banques d'aliments pour bétail.

Cette initiative avait été vivement saluée par les populations, mais depuis quelques temps, ces dernières ne disposent plus d'argent liquide pour effectuer de telles transactions. En outre, la rareté des céréales a perturbé ce plan et amené la *Cellule Crise Alimentaire* à changer de stratégie. En effet, même les populations qui avaient du bétail se sont vues dans l'obligation de s'en défaire à bas prix par peur de le voir mourir de faim et de soif.

Par conséquent, la nouvelle stratégie consiste en la distribution gratuite de vivres, principalement pour les populations vulnérables que sont les enfants, les femmes et les personnes âgées.

- **La situation actuelle : tout le pays est touché**

Dans le « Sahel Dimanche' » du 29 avril 2005, Elhadji Ibrahim Yacouba Dan Bouzoua, chef de canton de Tanout (Zinder) lançait un cri d'alarme : « ***si rien n'est fait, le Damergou va disparaître !*** ».

Cette situation n'est pas spécifique à la zone de Tanout. **Ce sont toutes les zones du pays qui sont touchées à des degrés divers.**

Tableau des populations vulnérables par région

Région	Nombre	%
Agadez	124.464	3,8%
Diffa	172.933	5,3%
Dosso	39.761	1,2%
Maradi	383.683	11,8%
Tahoua	951.068	29,3%
Tillabéri	1.091.698	33,7%
Zinder	468.389	14,4%
Communauté Urbaine de Niamey	11.652	0,4%
Total	3.243.648	100%

Plus de 3.000.000 de Nigériens sont aujourd'hui en proie à la faim



A ce jour, les zones du pays ont été classées en cinq groupes selon leur degré de crise alimentaire. Il s'agit :

- des zones à situation extrêmement critique où on assiste à la vente de biens personnels et équipements de production, aux migrations de familles entières pour insécurité alimentaire dans presque tous les villages etc. Il s'agit de 11 zones situées à Tahoua, Téra, Guidan Roundji, Diffa, Tchinta, Tillabéry, Ouallam et Illéla
- des zones à situation critique avec la même situation que celle du premier groupe mais seulement dans quelques villages. Dans cette catégorie, nous avons 16 zones concernées qui se situent dans les régions de Doutchi, Téra, Tchinta, Gouré, Dakoro, Guidan Roundji, Tahoua, Mirriah, Diffa, Illéla, Dosso, Mainé et Tillabéry.
- des zones à situation très difficile où on est confronté à un exode exceptionnel de beaucoup de familles dans quelques poches. Il s'agit principalement de Abala à Filingué
- des zones à situation difficile. Dans ces zones, on assiste à la vente de biens personnels ou de d'équipements de production par beaucoup de familles dans quelques poches. Les 10 zones concernées sont : Bilma, Matamey, Dakoro, Bouza, Dosso, Diffa, Arlit et Madaoua
- 25 zones présentant des signes d'alerte (réduction du nombre de repas journaliers, consommation d'aliments de pénurie etc.) Il s'agit de zones situées à Mainé, Keïta, Niamey commune I, Dogondoutchi, Illéla, Tanout, Aguié, Mirriah, Loga, Tessaoua, Madarounfa, Gouré, Bilma, Filingué, Zinder, Kollo, Tahoua, Tabokati.

106 zones vulnérables ont été officiellement identifiées dans 42 départements

La méthode d'analyse élaborée par l'équipe du système d'alerte et de gestion des catastrophes repose sur l'examen d'une série d'indicateurs d'alerte consécutifs aux différentes stratégies d'adaptation, aux types d'intervention et actions observées de la part des populations.

Cette analyse a permis d'identifier 2 groupes de population en fonction de la stratégie mise en place :

1. dans le 1^{er} groupe, les stratégies adoptées sont les suivantes :

- a. prise d'un seul repas par jour ;
- b. consommation d'aliments généralement utilisés en période de pénuries ;
- c. vente inhabituelle de jeunes bêtes reproductrices.

Pour ce groupe, il s'est agit de mettre en place des projets d'atténuation que sont les banques céréalières, le Food for work¹, le cash for work² etc.

2. dans le 2^{ème} groupe, les stratégies préconisées par les populations sont :

- a. vente inhabituelle de biens personnels ;
- b. vente inhabituelle d'équipements de production ;
- c. migrations exceptionnelles de familles entières

Pour ce 2^{ème} groupe, la situation de crise est aiguë et nécessite des missions d'évaluation pour la mise en place d'appuis d'urgence que sont : la distribution gratuite de vivres, la création ou l'appui aux cantines scolaires etc.

• **L'incidence de la crise alimentaire sur les enfants**

A l'heure actuelle, les enfants sont pleinement impliqués dans la recherche et la cueillette des feuilles et racines d'arbres. On les voit monter sur les arbres pour faire tomber les feuilles et gousses de « *boscia senegalensis* » que leurs mamans restées en bas ramasseront. Ils sont également impliqués dans la recherche d'eau ou de pâturage pour les bêtes.

Cette famine se traduit également par une aggravation de l'exode vers les centres urbains. Il y a des cas d'abandons de villages : les parents fuient avec leurs enfants qui, de ce fait, ne retourneront certainement pas dans leur école à la rentrée scolaire prochaine. Par ailleurs, la suite de leur scolarité risque d'être compromise car, face aux difficultés à s'adapter au nouveau contexte de vie, le retrait des bulletins et des actes de naissance des enfants n'est pas une priorité pour les parents en exode.

Par ailleurs, le cas des élèves qui étaient placés chez des tuteurs pour suivre les cours suscite également réflexion et inquiétude. En effet, les tuteurs ayant déjà du

¹ Nourriture contre travail

² Argent contre travail

mal à nourrir les membres de leur propre famille sont moins disposés à prendre en charge les enfants d'autres parents, malgré la légendaire hospitalité africaine.

Pour toutes ces raisons, il est à craindre une importante déperdition scolaire à la rentrée 2005 – 2006.

L'intervention d'Aide et Action

- **Zones d'intervention et population cible**

Parmi les 42 départements touchés par cette crise alimentaire, 5 sont situés dans la zone d'intervention du Programme Aide et Action Niger. Il s'agit de Dogondoutchi, Filingué, Loga, Ouallam et Mirriah .

Le tableau ci-dessous renseigne sur l'ampleur de la crise au niveau des départements d'intervention du Programme. Il permet d'avoir une idée de l'incidence sur les enfants et plus particulièrement les élèves et leurs familles en direction desquels sera orientée l'action du Programme.

Département d'intervention	Pop totale	Pop très touchée	Nombre d'écoles très touchées	Pop scolaire fortement affectée	observations
Doutchi	482 882	95 575	84	7 865	Zone nord très touchée
Filingué	475 650	150 120	102	14 738	Zone à la lisière avec la bande nord
Loga	150 648	20 237	15	1 664	Zone à peine autosuffisante
Ouallam	284 564	53 795	65	5 209	Zone constamment déficitaire
Mirriah	659 457	40 662	28	5 269	Zone moins affectée mais très peuplée
Total	1 953 201	370 389	284	34 735	

La scolarité de 35.000 élèves environ est menacée ou compromise par les effets de la crise alimentaire au Niger. Leurs familles, durement touchées par la famine, risquent d'en subir les conséquences durant les deux à trois années à venir pour les raisons suivantes :

- difficulté d'assurer une bonne campagne agricole du fait de l'exode des bras valides desdites familles et de la réduction du temps utile consacré aux travaux champêtres du fait de la malnutrition et du temps consacré à la recherche d'autres revenus ;

- pesanteur des aléas climatiques pouvant à nouveau conduire à la baisse des rendements agricoles ;
- migrations potentielles des parents vers des horizons plus prometteurs.

- **Intervention des Organisations Internationales de développement représentées au Niger (OIREN)**

En sa séance du 13 juin, le Bureau Exécutif de l'OIREN, présidé par Aide et Action, a pris la décision, au regard de la situation, d'adresser une lettre circulaire à tous ses membres afin de :

- faire le point des stratégies mises en place et appuis mobilisés par les membres, particulièrement engagés dans les actions d'urgence ;
- identifier les axes d'appuis inter-structurels possibles entre les différentes ONG ;
- recommander aux différentes ONG d'être le relais des informations justes auprès de leurs sièges et/ou structures de rattachement respectifs afin de mobiliser des appuis extérieurs supplémentaires ;

- **Rencontres et actions de lobbying**

Aide et Action Niger a participé à un point d'échanges avec le professeur Jean Ziegler, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur le droit à l'alimentation le 9 juillet 2005. La mission de celui-ci a permis de lancer un appel à la Communauté Internationale en faveur du Niger.

- **Démarche d'intervention**

Si rien n'est fait, certaines zones seront durement touchées par l'exode des populations et les écoles lourdement affectées. La conséquence en sera une déperdition scolaire qui risque d'être importante car les parents préféreront utiliser leurs enfants dans les activités de recherche de moyens supplémentaires pour satisfaire à leurs besoins alimentaires telles que le petit commerce, les travaux domestiques en milieu urbain et/ou les travaux à haute intensité de main d'œuvre comme le Food For Work ou le Cash For Work .

L'action du Programme sera en parfaite cohérence avec son orientation stratégique sur « **le développement de partenariats stratégiques impliquant fortement les acteurs locaux à la base pour améliorer les conditions de survie dans le domaine de l'eau, de la santé, de la sécurité alimentaire...** ». Ainsi, l'intervention de Aide et Action se fera avec l'implication des APE (Associations de Parents d'Elèves) et des COGES (Comités de Gestion des écoles).

- **Objectifs et activités**

Aide et Action a pris la décision d'apporter son soutien en offrant aux enfants en difficulté les plus touchés la possibilité de bénéficier de conditions de scolarisation adéquates et de poursuivre leur cycle d'études par **la mise en place d'un réseau de 200 tuteurs**. Dans cet objectif Aide et Action a débloqué un fond spécial d'urgence pour mettre en place cette opération de tutorat.

Activités prévues :

- Elaboration d'un plan d'appui
- Sensibilisation/formation des tuteurs
- Mise en place d'un plan de soutien et mobilisation des moyens nécessaires
- Suivi des enfants et des tuteurs
- Appui individualisé en vivres

- **Budget prévisionnel** : 35.000 euros

Conclusion

Même si d'une manière générale il y a eu des hésitations quant à la communication officielle autour de cette situation de crise, aujourd'hui l'ensemble des acteurs s'accorde sur sa gravité. Les enfants, particulièrement ceux scolarisés, sont les plus exposés et les plus fragilisés. Il est donc primordial qu'une chaîne de solidarité soit tissée autour de leur avenir dont nous sommes tous responsables.

Sur le plan national et au niveau des partenaires du développement du Niger les contributions parviennent mais il reste encore beaucoup à faire.

Aide et Action, avec la contribution de ses partenaires, ne négligera aucune piste pour apporter son aide aux populations du Niger et particulièrement à celles de sa zone d'intervention.